



***Décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement***

***Installation de 10 mobil-homes sur des emplacements nus existants du camping de l'Île du Rhin à
Vogelgrun (68)***

***Le préfet de la région Grand Est
préfet de la zone de défense et de sécurité Est
préfet du Bas-Rhin***

- Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122- 3-1 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Amaury DE SAINT-QUENTIN, préfet de la région Grand Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;
- Vu** l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas, en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement ;
- Vu** le dossier de demande d'examen au cas par cas présenté par le maître d'ouvrage « SAS », reçu le , relatif au projet d'installation de 10 mobil-homes sur des emplacements nus existants du camping de l'Île du Rhin à Vogelgrun (68) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral N°2025/529 du 1^{er} décembre 2025 portant délégation de signature à M. Marc HOELTZEL, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est ;
- Vu** l'arrêté DREAL-SG-2025-72 en date du 31 mars 2026 portant subdélégation de signature de M. Marc HOELTZEL, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est en faveur de M. Philippe LAMBALIEU, chef du service Évaluation Environnementale, de son adjoint M. Hugues TINGUY et de Mme Christelle MEIRISONNE, adjointe au chef de pôle Projets ;
- Vu** l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 23 juillet 2026 ;

Considérant la nature du projet :

- qui relève de la rubrique n° 42 a) de la nomenclature annexée à l'article R.122-2 du code de l'environnement, relative aux terrains de camping et caravanage ;
- qui consiste à installer dix mobil-homes sur des emplacements nus existants du camping de l'Île du Rhin, sans augmentation annoncée du nombre d'emplacements, fixé à 219 par arrêté du 8 avril 2025 ;
- qui porte sur une emprise de 1 584 m² et nécessite la réalisation des réseaux divers pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement ;
- les voiries d'accès existantes étant conservées ;
- dont l'exploitation est prévue d'avril à septembre.

Considérant la localisation du projet :

- sur l'Île du Rhin, à Vogelgrun (68600) au sein d'un camping existant ;
- dans la ZNIEFF de type II « Cours et île du Rhin de Village-Neuf à Ottmarsheim » ;
- dans la zone de protection spéciale Natura 2000 « Vallée du Rhin d'Artzenheim à Village-Neuf » (FR4211812), ainsi que dans un secteur identifié au titre de la convention de Ramsar ;
- dans le site inscrit « Île de Kembs-Brisach » et dans une zone humide identifiée ;

Considérant les caractéristiques des impacts du projet sur le milieu et la santé publique ainsi que les mesures d'évitement et réduction qui seront mises en œuvre par le pétitionnaire :

- le projet s'implante intégralement dans l'emprise aménagée du camping existant, sur des emplacements déjà destinés à l'hébergement, sans consommation annoncée d'espaces naturels, agricoles ou forestiers ;
- les terrassements sont limités à la réalisation des tranchées nécessaires aux réseaux ; les terres extraites seront réemployées pour leur recouvrement ;
- les accès et voiries existants sont conservés ; quelques haies seront déplacées ou retravaillées et une insertion paysagère est prévue ;
- les mobil-homes seront raccordés aux réseaux publics existants d'alimentation en eau potable et d'assainissement ; il appartiendra au pétitionnaire de s'assurer de leur capacité à répondre aux besoins supplémentaires générés par le projet et de la prévention du risque de légionellose. Le réseau d'eau chaude sanitaire devra ainsi respecter les prescriptions réglementaires applicables, éviter toute stagnation d'eau et, le cas échéant, faire l'objet de la surveillance requise ;
- il appartient au pétitionnaire de veiller à la bonne intégration paysagère des dix mobil-homes et de leurs éventuels aménagements connexes, compte tenu de l'implantation du projet dans le périmètre du site inscrit de « l'ensemble formé par l'île de Kembs-Brisach ». Il devra, à ce titre, accomplir les formalités prévues aux articles L.341-1 et suivants et R.341-1 et suivants du code de l'environnement et consulter l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Haut-Rhin, dans le cadre de l'instruction de l'autorisation d'urbanisme valant, le cas échéant, déclaration préalable au titre du site inscrit

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

DECIDE :

Article 1er : En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet d'installation de 10 mobil-homes sur des emplacements nus existants du camping de l'Île du Rhin à Vogelgrun (68) présenté par le maître d'ouvrage « AS Homair Vacances », **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

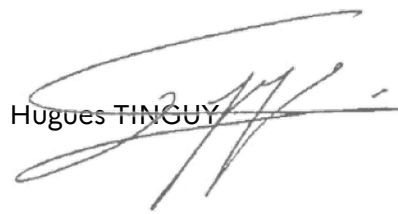
Article 2 : La présente décision, délivrée en application des articles R.122-3 et R.122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 : L'autorité décisionnaire est chargée de vérifier au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 4 : La présente décision sera publiée sur le Portail National de l'Évaluation Environnementale.

Fait à Strasbourg, le 17 août 2026

Pour le Directeur Régional de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la région Grand Est,
et par délégation,
le chef du Service Évaluation environnementale,


Hugues TINGUY

Voies et délais de recours

1) Un recours administratif préalable est obligatoire avant le recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la notification de la décision ou sa publication sur le portail de dématérialisation des demandes d'examen au cas par cas.

En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision.

Le recours administratif doit être déposé sur le portail de dématérialisation des demandes d'examen au cas par cas ou adressé à Monsieur le préfet de région - Préfecture de la région Grand Est - 5 place de la République - BP 87031 - 67073 STRASBOURG cedex

Il peut aussi être adressé un recours hiérarchique au supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision : Madame la Ministre en charge de l'Environnement - 246, bd Saint Germain - 75007 PARIS.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif.

Le recours contentieux doit être déposé devant le tribunal administratif de Strasbourg sur le site www.telerecours.fr.